



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

**DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2025 – I – 205**

Installations classées pour la protection de l'environnement

-----  
Commune de Harnes

-----  
Société Linéage  
-----

Arrêté du **29 AOÛT 2025** portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais à compter du 28 avril 2025 ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2021 autorisant la société Kloosterboer à exploiter une plateforme logistique frigorifique (bâtiments grande hauteur KBH1 et KBH2) située dans la zone industrielle de la Motte du Bois à HARNES (62440) ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 décembre 2022 délivré à la société Kloosterboer située dans la zone industrielle de la Motte du Bois à HARNES (62440) ;

Vu la lettre du 7 avril 2025 actant le changement de nom de la société Kloosterboer devenu Linéage ;

Vu l'article n°8.6.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 9 mars 2021 susvisé relatif aux visites et contrôles des installations frigorifiques ;

Vu l'article n°5 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 décembre 2022 relatif à la consistance des installations autorisées ;

Vu l'arrêté n° 2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement sur le site en date du 17 mars 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 1er avril 2025 suite à la visite du 17 mars 2025 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure en date du 1er avril 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 17 mars 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
  - le revêtement permettant l'étanchéité du bassin N°1 est endommagé en partie haute ;
  - le rapport de contrôle de 2024 fait mention de plusieurs points de non-conformité, qui font l'objet d'un suivi dans un plan d'actions. Plusieurs des non-conformités identifiées dans le rapport de contrôle de 2023 et dans le plan d'action associé, n'ont pas été soldées dans les délais identifiés avec une échéance inférieure à 1 an et étaient, à nouveau, présentes dans le rapport de contrôle de 2024.
2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.6.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 9 mars 2021 susvisé et de l'article 5 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 décembre 2022 susvisé ;
3. Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Linéage de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 8.6.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 9 mars 2021 susvisé et de l'article 5 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 décembre 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

### **Arrête**

#### **Article 1 :**

La société Linéage, dont le siège social est situé dans la zone industrielle de la Motte du Bois à HARNES (62440) et qui exploite une plateforme logistique frigorifique située à la même adresse, est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 8.6.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 9 mars 2021 susvisé en transmettant, les justificatifs de traitement des non-conformités identifiées dans les rapports de contrôles de 2023 et 2024, dont les délais associés dans les plans d'actions respectifs sont échus.

La société Linéage, dont le siège social est situé dans la zone industrielle de la Motte du Bois à HARNES (62440) et qui exploite une plateforme logistique frigorifique située à la même adresse, est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 décembre 2022 susvisé en fournissant le procès-verbal de réception des travaux avant le 30 septembre 2025.

## Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

## Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

## Article 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

## Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Lens et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Linéage et dont une copie sera transmise en mairie de Harnes.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



Christophe Marx

## Copie à :

- la société Linéage
- la sous-préfète de Lens
- la mairie de Harnes
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD de l'Artois

